

00000002 N°...../AMI/MPT/SG/DAG/SDBM/SMA/2021 DU 18 MAI 2021
AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET
POUR LA PRESELECTION DES CABINETS D'ETUDES OU ENTREPRISES EN VUE
DE L'EVALUATION DU COUT DE LA FOURNITURE DU SERVICE POSTAL
UNIVERSEL AU CAMEROUN (SPU)

1. Contexte et justification

En ratifiant la constitution et la convention de l'Union Postale Universelle (UPU), le Cameroun s'est engagé à offrir des services postaux de base de qualité ; fournir de manière permanente aux clients à des prix abordables et homogènes, autant que possible, en tout point du territoire national par l'opérateur désigné, en l'occurrence la Cameroon Postal Services (CAMPOST).

A date, le marché postal camerounais est libéralisé depuis le 07 avril 1999, date de la promulgation de la loi n°99/002 abrogée par la loi n°2006/019 du 29 décembre 2006 et celle n°2020/0004 du 23 avril 2020 régissant l'activité postale au Cameroun.

Cette dernière loi précise en son article 28, que l'Etat peut concéder à une personne morale de droit public ou privé, par une convention fixant les droits et obligations du concessionnaire et de l'autorité concédante, l'exécution de ses missions de service postal universel, ainsi que des obligations découlant des actes de l'Union Postale Universelle et des Unions restreintes dont le Cameroun est membre.

A cet effet, tout opérateur respectant les obligations et justifiant du service postal universel telle que défini dans son cahier de charges peut prétendre au financement de cette activité.

En effet, les produits et services postaux sont regroupés en deux grandes catégories, à savoir :

- les services de base qui « relève du service postal universel »
- et les services à valeur ajoutée.

Si la fixation des prix des produits et services à valeur ajoutée obéit à la loi de la concurrence, l'Etat par contre accorde une attention particulière à la détermination des tarifs des services postaux de base. Malheureusement, le coût réel du service postal n'est pas déterminé à ce jour et les mécanismes de compensation ne sont pas actualisés.

Au regard de ce qui précède, il serait judicieux d'apprécier le coût réel des obligations de SPU concédées à la CAMPOST conformément à l'article 28 de la loi n°2020/004 du 23 avril 2020 régissant l'activité postale au Cameroun.

Cette étude vise à apprécier la mise en œuvre du SPU, d'évaluer son coût et de déterminer la quote-part que l'Etat devrait apporter à l'opérateur public postal.

2. Consistance des prestations

Les activités à mener dans le cadre du présent projet sont les suivantes :

- la constitution des documents permanents et l'établissement d'un état des lieux de la mise en œuvre de cette obligation ;
- la planification de la descente sur le terrain ;
- la collecte des données sur le terrain ;
- identification et évaluation les différents éléments susceptibles de rentrer dans la détermination du coût réel du service postal universel
- détermination du coût réel du service postal universel
- l'élaboration du rapport d'évaluation ;
- la restitution du rapport final.

3. Participation

Pour faire acte de candidature, tout Cabinet d'Etudes ou Entreprise, devra justifier d'une expérience avérée dans le domaine de l'audit financier.

4. Composition du dossier de candidature

Le dossier d'Avis à Manifestation d'Intérêt comprendra les sections suivantes :

- Section 1 : Pièces administratives.
- Section 2 : Dossier technique.

Section 1 : pièces administratives (enveloppe A)

La section 1 comprend les pièces administratives (originales ou leurs copies certifiées conformes datant de moins de trois (03) et valables pour l'exercice en cours) suivantes :

- a) lettre de motivation dûment signée du soumissionnaire ;
- b) copie certifiée, par le service des impôts, de l'attestation d'immatriculation ;
- c) copie du registre du commerce, certifiée au greffe du tribunal de 1^{ère} instance ;
- d) attestation de non redevance (copie certifiée, par le service des impôts) ;
- e) attestation de non exclusion des marchés publics délivrée par l'ARMP ;
- f) attestation de non faillite (original ou copie certifiée par le greffe du tribunal de 1^{ère} instance.

Section 2 : dossier technique (enveloppe B)

L'enveloppe B contiendra les informations suivantes :

- la présentation du cabinet ainsi que les domaines d'action et d'intervention ;
- la liste du personnel-clé proposé avec les copies des diplômes et des CV signés par chaque expert ;
- les références du Cabinet d'Etudes pour les prestations similaires réalisées au cours des cinq (05) dernières années ;
- la compréhension du mandat de mission (TDR);
- les moyens matériels et logistiques.

5. Critères d'évaluation et de sélection des cabinets

5.1. Critères éliminatoires :

- Dossier administratif incomplet ;
- Fausse déclaration, document falsifié ;
- Note technique inférieure à 75 points sur 100.

5.2. Critères de qualification

Les offres techniques seront présentées en fonction des principaux critères ci-après :

- a) **Compréhension du mandat de la mission** (contexte, objectifs, démarche méthodologique.....).....20 points ;
- b) **Expérience du personnel clé**..... 60 points ;
- ✓ un Expert-comptable, BAC+5, 15 ans expérience, inscrit dans un Ordre et avoir participé à au moins deux (02) missions en tant que chef de mission.....20 points ;
 - ✓ un (01) Administrateur des P&T ou un (01) Inspecteur Principal des P&T, avec au moins 10 ans d'expérience.....15 points ;
 - ✓ un (01) économiste statisticien, BAC + 5, expérience 10 ans, ayant une expérience avérée en audit7.5 points ;
 - ✓ un juriste, Bac+ 5, expérience, 10 ans d'expérience, avoir participé à au moins deux (02) missions d'audit comptable et financier en tant que juriste.....7.5 points ;
 - ✓ un (01) analyste financier ayant une expérience avérée en finance et/ou en comptabilité ; 10 ans d'expérience, avoir participé à au moins deux (02) missions d'audit comptable et financier en tant qu'expert financier10 points.
- c) **Références du candidat**.....20 points.
- Les références du Cabinet d'Etudes pour les prestations similaires réalisées au cours des cinq (05) dernières années (fournir les preuves de la réalisation des missions similaires) :
- au moins deux références similaires.....20 points ;
 - une référence similaire.....10 points.

6. Dépôt des dossiers.

Les dossiers de candidature seront remis en cinq (05) exemplaires dont un (01) original et quatre (04) copies marquées comme tels, sous pli fermé scellé et comportant deux enveloppes distinctes à la Direction des Affaires Générales, Service des Marchés (porte 162), au Ministère des Postes et Télécommunications, au plus tard le **2.1. JUIL. 2021**,.... à 14 heures 30 minutes, heure locale et devra porter la mention :

AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET

N°...../AMI/MPT/SG/DAG/SDBM/SMA/2021 DU

POUR LA PRESELECTION DES CABINETS D'ETUDES OU ENTREPRISES EN VUE DE
L'EVALUATION DU COUT DE LA FOURNITURE DU SERVICE POSTAL UNIVERSEL
AU CAMEROUN (SPU)

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement ».

7. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Ministère des Postes et Télécommunications, Direction de la Régulation et du Contrôle des Activités Postales (DRP), Porte 137 Tél : 222232200/222224527.

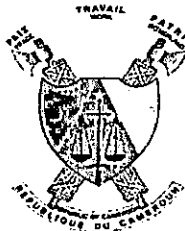
8. Publication des résultats

L'Avis d'Appel d'Offres National Restreint (AONR) fera office de publication des résultats du présent Avis International d'Appel à Manifestation d'Intérêt./-

Le Ministre des Postes et Télécommunications



[Signature]
Mme Li Likeng
née Moundomo Minette



000000002 CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST
No. /AMI/MPT/SG/D&G/SDBM/SMA/2021 OF..... 18 MAI 2021
**FOR THE ESTABLISHMENT OF A SHORT-LIST OF CONSULTING FIRMS OR
COMPANIES FOR THE ASSESSMENT OF THE COST OF PROVIDING UNIVERSAL
POSTAL SERVICE IN CAMEROON (UPS)**

1. Background and justification

By ratifying the constitution and the convention of the Universal Postal Union (UPU), Cameroon is committed to offer basic postal services of quality; to provide permanently to the customers at affordable and homogeneous prices, as much as possible, in any point of the national territory by the designated operator, in this specific case the Cameroon Postal Services (CAMPOST).

As of now, the Cameroon postal market has been liberalised since 7 April 1999, the date of enactment of Law No. 99/002 which was repealed by Law No. 2006/019 of 29 December 2006 and Law No. 2020/0004 of 23 April 2020 governing postal activities in Cameroon.

This latest law states in its article 28, that the State can concede to a public or private legal entity, by an agreement fixing the rights and obligations of the concession holder and the conceding authority, the execution of its missions of universal postal service, as well as the obligations resulting from the acts of the Universal Postal Union and the restricted Unions of which Cameroon is a member.

For this purpose, any operator respecting the obligations and justifying the universal postal service as defined in its specifications can claim the financing of this activity.

Actually, postal products and services are grouped in two main categories, namely:

- basic services which "fall under the universal postal service"
- and value-added services.

While the pricing of value-added products and services is governed by the law of competition, the State pays close attention to the pricing of basic postal services. Unfortunately, the real cost of the postal service has not yet been determined and the compensation mechanisms have not been updated.

Considering the above, it would be wise to assess the real cost of the UPS obligations granted to CAMPOST in accordance with section 28 of Law No. 2020/004 of 23 April 2020 governing postal activity in Cameroon.

This study aims at assessing the implementation of the UPS, evaluating its cost and determining the share that the State should contribute to the public postal operator.

2. Description of services

Activities to be conducted within the framework of this projects are as follows:

- the compilation of permanent documents and the establishment of a status report on the implementation of this obligation;
- planning of the field visit;
- Data collection in the field;
- identification and evaluation of the various elements likely to be included in the determination of the actual cost of the universal postal service;
- determination of the actual cost of the universal postal service;
- the drafting of the evaluation report;
- the restitution of the final report.

3. Participation

To apply, any consulting firm or company must have proven experience in the field of financial auditing.

4. Application file

The application file of the Call for Expression of Interest shall include the following volumes:

- Volume 1: Administrative documents.
- Volume 2: Technical documents.

Volume 1: Administrative documents (envelop A)

Volume 1 shall include the following administrative documents (originals and their certified true copies of not more than three (03) months and valid for the current financial year):

- a) A cover letter duly signed by the applicant;
- b) true copy of the registration certificate certified by the tax authorities;
- c) a copy of the commercial register, certified by the Registry of the Court of First Instance;
- d) tax clearance certificate (certified copy, by the tax service);
- e) a certificate of non-exclusion from public contracts issued by the ARMP;
- f) a certificate of non-bankruptcy (original or copy certified by the Registry of the Court of First Instance.

Volume 2: Technical file (envelope B)

Envelope B shall contain the following information:

- the presentation of the Firm or Consulting Firm as well as areas of action and intervention;
- the list of key staff proposed with copies of certificates and CVs signed by each expert;
- references of the consulting firm for similar works executed during the past five (05) years;
- Understanding the mandate of the mission (TOR);
- Logistic and material equipment.

5. Evaluation and selection criteria of firms

5.1. Eliminary criteria:

- Incomplete administrative document;
- False declaration, forged document;
- Technical score below 75 points out of 100.

5.2. Selection criteria:

- The technical bids shall be presented according to the main criteria below:
- a) **Understanding the mandate of the mission** (background, objective, approach methodology) 20 points;
- b) **Experience of key personnel**..... 60 points;
 - ✓ a Chartered Accountant, GCE A/L+5 year-university studies, 15 years' experience, registered in an Order and having participated in at least two (02) missions as head of mission.....20 points;
 - ✓ one (01) P&T Administrator or one (01) Senior P&T Inspector, with at least 10 years of experience.....15 points;
 - ✓ one (01) economist-statistician, GCE A/L+ 5 year-university studies, 10 years' experience, with proven experience in auditing.....7.5 points;
 - ✓ a jurist, GCE A/L+ 5-year university studies, 10 years of experience, having participated in at least two (02) accounting and financial audit missions as a jurist.....7.5 points;
 - ✓ one (01) financial analyst with proven experience in finance and/or accounting; 10 years' experience, having participated in at least two (02) accounting and financial audit missions as a financial expert10 points.
- c) **Candidate's references** 20 points
References of the consulting firm for similar works executed during the past five (05) years (show proof of the execution of similar works):
 - at least two similar references.....20 points;
 - one similar reference.....10 points.

6. Submission of files.

Application files shall be submitted in five (05) copies including one (01) original and four (04) copies labelled as such, which shall be submitted in a sealed envelope containing two separate envelopes to the Department of General Affairs, (room 162), at the Ministry of Posts and Telecommunications, not later than ~~2.1.2021~~ **21 July 2021**, at 2:30 pm, local time and shall carry the following label:

CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST

No..... /AMI/MPT/SG/DAG/SDBM/SMA/2021 OF.....

FOR THE ESTABLISHMENT OF A SHORT-LIST OF CONSULTING FIRMS OR
COMPANIES FOR THE ASSESSMENT OF THE COST OF PROVIDING UNIVERSAL
POSTAL SERVICE IN CAMEROON (UPS)

"To be opened only during the bid-opening session"

7. Additional information

Further information can be obtained during working hours in the Ministry of Posts and Telecommunications, Department of Regulation and Control of Postal Activities (DRP), Room 137, Tel: 222232200/222224527.

8. Publication of results

The Restricted National Invitation to Tender shall be published as the result of this International Call for Expression of Interest. /-

The Minister of Posts and Telecommunications

